



HAL
open science

“ Au Brésil, tout le monde a du sang indien : qui dans les veines, qui sur les mains. ” (Dicton populaire). La politique amazonienne de Bolsonaro au prisme de l’histoire du Brésil

Sébastien Rozeaux

► To cite this version:

Sébastien Rozeaux. “ Au Brésil, tout le monde a du sang indien : qui dans les veines, qui sur les mains. ” (Dicton populaire). La politique amazonienne de Bolsonaro au prisme de l’histoire du Brésil. *Écrire l’histoire - Histoire, Littérature, Esthétique*, 2021, 20-21, pp.251-255. 10.4000/elh.2321 . hal-03814687

HAL Id: hal-03814687

<https://hal.science/hal-03814687>

Submitted on 11 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« Au Brésil, tout le monde a du sang indien : qui dans les veines, qui sur les mains. » (Dicton populaire). La politique amazonienne de Bolsonaro au prisme de l'histoire du Brésil

“In Brazil, everybody has Indian blood: either in the veins, or on the hands.”

Bolsonaro's Amazonian policy in regards with Brazilian history

Sébastien Rozeaux



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/elh/2321>

DOI : 10.4000/elh.2321

ISSN : 2492-7457

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 30 septembre 2021

Pagination : 251-255

ISBN : 978-2-271-13843-9

ISSN : 1967-7499

Référence électronique

Sébastien Rozeaux, « « Au Brésil, tout le monde a du sang indien : qui dans les veines, qui sur les mains. » (Dicton populaire). La politique amazonienne de Bolsonaro au prisme de l'histoire du Brésil », *Écrire l'histoire* [En ligne], 20-21 | 2021, mis en ligne le 01 septembre 2022, consulté le 07 septembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/elh/2321> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/elh.2321>

Ce document a été généré automatiquement le 7 septembre 2022.

Tous droits réservés

« Au Brésil, tout le monde a du sang indien : qui dans les veines, qui sur les mains. » (Dicton populaire). La politique amazonienne de Bolsonaro au prisme de l'histoire du Brésil

“In Brazil, everybody has Indian blood: either in the veins, or on the hands.”

Bolsonaro's Amazonian policy in regards with Brazilian history

Sébastien Rozeaux

- 1 Les feux qui ont dévasté les forêts d'Amazonie et le *cerrado* à l'été 2020 ont ému bien au-delà des frontières du Brésil, tant le président Jair Bolsonaro semblait n'avoir que faire de protéger le « poumon de la terre ». Son gouvernement envisage plutôt cette immense réserve foncière comme un levier majeur pour la croissance économique et la relance du secteur de l'agro-exportation. Si Bolsonaro s'est rendu célèbre pour son climatoscepticisme, son mépris pour la science et ses usages polémiques de l'histoire, notamment celle des deux décennies de la dictature au Brésil (1964-1985), force est de constater que sa politique indigène et les représentations de l'Amazonie qu'il promeut s'inscrivent dans une longue tradition. Par ses prises de position politiques, il bafoue les acquis plus récents de la Constitution de 1988, laquelle reconnaît pour la première fois le Brésil comme un pays plurilingue et multiculturel. En revenant ici sur les grandes phases de la colonisation de ce vaste territoire, je voudrais montrer que la présidence de Bolsonaro marque le retour sur le devant de la scène d'une approche coloniale de l'Amazonie.

Le rôle ambigu des Indiens dans le récit national brésilien

- 2 Lorsqu'une première expédition descend entre 1540 et 1542 le fleuve Amazone, les conquistadores espagnols « découvrent » là un « monde plein », occupé et transformé par l'homme depuis si longtemps déjà qu'il est difficile de parler d'espaces naturels¹. Certes, ce territoire situé aux confins des empires ibériques d'Amérique échappe longtemps à une colonisation systématique, mais ses populations sont décimées par les expéditions de conquête et, plus encore, les pandémies. Des cités, des civilisations prospères disparaissent, englouties sous les frondaisons de la forêt qui reprend ses droits sur l'homme². Quelques communautés survivent et reconstituent leurs forces dans l'immense *sertão* de l'Amérique portugaise, ces terres que le colon, faute de pouvoir les contrôler et les mettre en valeur, considère comme barbares et dangereuses. Avec l'avancée du front pionnier, c'est aussi là que se réfugient ceux qui veulent échapper à l'asservissement, légalisé par la couronne portugaise en 1570 dans le cadre de la « guerre juste », tandis que, le long du littoral, les Indiens sont soumis, acculturés et évangélisés par la force ou la persuasion³.
- 3 Au Brésil, il faut dire que l'indigène ne bénéficie pas de la protection juridique dont peuvent user les Indiens « misérables » de l'Amérique espagnole, sujets du roi d'Espagne⁴. Et il faut attendre 1755 pour que le marquis de Pombal adopte une série de lois afin d'intégrer l'Indien à la société coloniale, dans le cadre d'une politique visant à valoriser les richesses du *sertão* et à fortifier la présence portugaise aux frontières de l'empire et sur les grands axes fluviaux. Il s'agit de faire de l'Indien, jugé paresseux et inutile, un travailleur libre, chrétien et lusophone – une représentation vouée à imprégner longtemps les imaginaires. Si, faute de moyens, le projet tourne court, l'empire de la langue portugaise pénètre toujours plus profond dans la forêt, aux dépens des langues autochtones⁵.
- 4 Après l'indépendance, la constitution de 1824 reconnaît l'existence d'une nation brésilienne, composée de citoyens libres et souverains. La fiction politique fait donc des « Indiens » des sujets de l'empire, tandis que l'esclave est mis au ban de la nation. Mieux, l'Indien devient à compter des années 1840 une figure incontournable des *Letras Pátrias*, cette littérature qui porte en germe la construction de la nation : les faits d'armes des indigènes pendant la conquête inspirent le poète pour retrouver les origines séculaires d'un génie national que le colon portugais a trop longtemps opprimé. L'indigénisme littéraire se nourrit des travaux historiques qui valorisent la part indigène du Brésil et ce métissage qui, revisité par la légende, permet de révéler l'originalité de l'identité nationale⁶. Or il n'y a rien de commun entre la situation des peuples autochtones dans l'empire et ces avatars de l'Indien dépeints par les écrivains de la ville. L'indigénisme est déconnecté de la politique indigène, question secondaire aux yeux de l'oligarchie impériale. Pire, les Indiens sont encore perçus comme un obstacle qu'il s'agit de repousser ou d'éliminer à mesure que le front de la colonisation avance vers l'intérieur des terres. En 1851, Francisco Adolfo de Varnhagen (1816-1878), membre de l'Institut d'histoire et de géographie du Brésil, dresse dans la presse à Rio un sombre tableau de la situation du pays :

Qu'est-ce que notre population ? Une goutte d'eau dans l'Amazone aux eaux impétueuses qu'est ce si vaste pays. Mais son hétérogénéité est pire encore que sa modestie. Nous avons des citoyens brésiliens, des esclaves africains et ladinos⁷ qui

travaillent, des Indiens livrés à eux-mêmes qui sont parfaitement inutiles ou, pire, préjudiciables, et si peu de colons européens⁸.

- 5 Selon lui, et à rebours de l'indigénisme, l'histoire nationale ne doit pas exalter le rôle de la « race » indigène aux dépens de celui de la « race » portugaise. Surtout, un tel constat impose l'adoption de réformes afin de remettre l'empire sur la voie du progrès :

Afin de civiliser le Brésil et faire naître un peuple brésilien, nous devons en finir peu à peu avec l'esclavage des Africains, nous devons capturer et vassaliser temporairement les indigènes libres et nous devons, enfin, admettre chez nous des populations blanches enrégimentées volontairement en groupes⁹.

- 6 Si son essai est sujet à polémique, celle-ci ne porte pas sur les fins mais sur les moyens à employer pour civiliser les Indiens, car beaucoup plaident plutôt pour une acculturation progressive et pacifique des indigènes¹⁰. Or, force est de reconnaître que Varnhagen avait vu juste en 1851 : l'abolition de l'esclavage en 1888 va de pair avec un essor inédit de l'immigration européenne pour occuper des terres prises aux Indiens, au nom d'un même idéal de civilisation « occidentale » (c'est-à-dire blanc). La mise en coupe réglée de plus vastes territoires en Amazonie impose aux populations autochtones les assauts d'une nouvelle colonisation, selon des méthodes qui renouent avec la « guerre juste ». Une guerre civile se joue en sourdine, dont la violence exacerbée est encore aujourd'hui largement ignorée¹¹.
- 7 L'idéologie du progrès, portée en étendard par la république positiviste dès 1889, accélère le processus à l'œuvre, alors que la région connaît le boom du caoutchouc, pour lequel des déplacements massifs de populations pauvres venues du Nordeste sont organisés. La création du Service de protection de l'Indien en 1910 a pour objectif d'intégrer les Indiens à la communauté nationale, et non de les protéger des assauts des nouveaux colons. Sous l'Estado novo (1937-1945) comme sous la dictature militaire, après le coup d'État de 1964, la logique du front pionnier reste de vigueur, et les peuples qui s'y opposent sont durement réprimés. Le percement de nouvelles routes et la construction de barrages hydroélectriques sont privilégiés pour amener la civilisation et valoriser le territoire, comme le long des 4 000 kilomètres de la Transamazonienne (BR-230) qui traverse le pays d'est en ouest.

La constitution de 1988, fragile rempart contre la colonisation

- 8 En 1967, les trente volumes du rapport Figueiredo révèlent au monde l'ampleur des violences dont les peuples autochtones sont victimes depuis des décennies, avec la complicité du SPI, dissous et remplacé par la Funai, la Fondation nationale de l'Indien¹². Après l'adoption d'un Statut de l'Indien en 1973, il faut attendre le retour à la démocratie et une nouvelle constitution pour que le Brésil accorde enfin des droits à ses peuples autochtones, lesquels représentent aujourd'hui environ 0,5 % de la population. La Funai assure ainsi la protection des Terres indigènes (TI), qui représentent 13 % du territoire national¹³.
- 9 Depuis 1988, la défense des droits constitutionnels dont bénéficient les Indiens peine cependant à peser face aux logiques prédatrices de ces Brésiliens qui portent toujours un regard colonial sur l'Amazonie. Le boom économique des années Lula (2003-2011), soutenu notamment par le secteur de l'agroexportation et une politique énergétique tournée vers l'hydro-électricité, a creusé le fossé entre l'impératif du progrès et celui

de la protection des peuples et de l'environnement. Non sans une certaine ironie, c'est à Bolsonaro qu'il est revenu d'inaugurer fin 2019 la dernière turbine du barrage Belo Monte, ce mastodonte de l'énergie hydro-électrique construit sur le fleuve Xingu, en pleine forêt amazonienne. C'était là un projet né dans les années 1970, pendant la dictature, que le président de centre-gauche Lula da Silva a repris à son compte, non sans le réviser à la baisse pour en limiter l'impact environnemental et humain¹⁴. Cela n'arrêta pas une forte mobilisation contre le projet des populations autochtones qui, derrière le chef Raoni et avec le relais d'organisations internationales, n'ont finalement rien pu faire pour stopper sa mise en route. Preuve que bafouer les droits des peuples autochtones n'est pas le monopole d'un camp ou d'un parti, et que l'avancée du front de colonisation se poursuit depuis les années 2000, avant de connaître une nouvelle accélération avec l'arrivée au pouvoir de Bolsonaro. Ce dernier soutient aujourd'hui le projet « Belo Sun » qui prévoit d'ouvrir près du barrage Belo Monte ce qui serait la plus grande mine d'or à ciel ouvert du pays : le président s'est dit prêt à lever les obstacles juridiques qui, parce qu'ils obligent à consulter les populations indigènes, empêchent pour l'heure de renouer ici avec les grandes heures de la politique d'extraction.

- 10 Depuis le coup d'État institutionnel contre la présidente Dilma Rousseff en 2016, le Brésil renoue plus explicitement avec ses vieux démons et, donc, une certaine tradition en matière de politique indigène :

Alors que la Constitution Fédérale fête ses 30 ans [2018], la nature pluriethnique de l'État brésilien (consacrée par l'article 231) est remise en question par une série d'attaques contre les droits des peuples autochtones, sans précédent depuis le retour à la démocratie au Brésil¹⁵.

- 11 Les présidents Temer et Bolsonaro sont complices de l'invasion des TI par les petites mains de l'agrobusiness et de la mine. À cela s'ajoutent le démantèlement de la Funai et le renoncement à toute politique écologique ambitieuse, puisque le crime d'écocide va de pair avec celui du génocide indigène. Jusqu'aux prochaines élections présidentielles de 2022, les seuls remparts contre la politique incendiaire du président sont le Tribunal suprême fédéral qui, par de récentes décisions, a pu suspendre le temps de la pandémie les actions du gouvernement contre les TI ; et la mobilisation de la société civile, nationale et internationale¹⁶.

NOTES

1. Voir le récit de la première descente de l'Amazone : Gaspar DE CARVAJAL, *Amazonie ventre de l'Amérique*, Grenoble, Éd. Jérôme Million, 1994.

2. Shawn W. MILLER, *An Environmental History of Latin America*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

3. Eduardo VIVEIROS DE CASTRO, *L'inconstance de l'âme sauvage. Catholiques et cannibales dans le Brésil du XVI^e siècle*, Labor et Fides, 2020.

4. Caroline CUNILL, « L'Indien, personne misérable. Considérations historiographiques sur le statut des peuples indigènes dans l'empire hispanique », *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 2017/2 (no 64-2), p. 21-38.

5. Il faut attendre 1988 pour que la Constitution reconnaisse aux Indiens le droit d'utiliser leur propre langue. Moins de 300 des 1 300 langues indigènes présentes au XVI^e siècle seraient encore aujourd'hui parlées.
6. Voir Sébastien ROZEAUX, Letras PÁTRIAS. *Les écrivains et la création d'une culture nationale au Brésil (1822-1889)*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, sous presse.
7. Esclaves parlant le portugais et christianisés.
8. Francisco Adolpho DE VARNHAGEN, « Memorial orgânico », *Guanabara*, 1851, t. 1, p. 357-358.
9. *Ibid.*, p. 401.
10. Manuel Antônio DE ALMEIDA, *Obra dispersa*, Rio de Janeiro, Graphia Editorial, 1991, p. 7.
11. Yuko MIKI, *Frontiers of Citizenship: A Black and Indigenous History of Postcolonial Brazil*, New York & Cambridge, Cambridge University Press, 2018.
12. Ce rapport de plus de 7 000 pages est rédigé par le procureur Figueiredo, nommé à la tête d'une commission d'enquête sur la situation des Indiens au Brésil peu après le coup d'État de 1964, sous la pression internationale et diplomatique. Après 1968 et le début des années de plomb, le rapport est enterré.
13. Les Terres indiennes (TI) qualifient les territoires occupés traditionnellement par les peuples amérindiens, et dont les droits d'usufruit et de propriété sont garantis par la Constitution.
14. Voir Anne VIGNA, « Le barrage Belo Monte, au Brésil, monument au gaspillage et à la folie, met en marche sa dernière turbine », *Le Monde*, 30 novembre 2019, <https://www.lemonde.fr/energies/article/2019/11/30/le-barrage-belo-monte-au-bresil-monumentau-gaspillage-et-a-la-folie-met-en-marche-saderniere-turbine_6021169_1653054.html>.
15. Adriana RAMOS, « Les atteintes au droit des peuples autochtones et la crise politique au Brésil », *Brésil(s)*, no 1, 2018, mis en ligne le 27 septembre 2018, consulté le 19 février 2021, <<http://sils/3115>>, DOI <<https://doi.org/10.4000/bresils.3115>>.
16. Instituto Socioambiental, Oswaldo BRAGA DE SOUZA, « Brésil : Bolsonaro s'attaque rétroactivement aux Terres Indigènes, le tribunal suprême fédéral suspend les actions pendant la pandémie », <<https://www.autresbresils.net/Bresil-Bolsonaro-s-attaque-retroactivementaux-Terres-Indigenes-le-Tribunal>>.

RÉSUMÉS

Si le président brésilien Jair Bolsonaro s'est rendu célèbre pour son climato-scepticisme, son mépris pour la science et ses usages polémiques de l'histoire, notamment celle des deux décennies de la dictature au Brésil (1964-1985), force est de constater que sa politique indigène et les représentations de l'Amazonie qu'il promeut s'inscrivent dans une longue tradition. Certes, ses prises de positions politiques bafouent les acquis plus récents de la Constitution de 1988, laquelle reconnaît pour la première fois le Brésil comme un pays plurilingue et multiculturel. Mais ce bref article montre que la présidence de Bolsonaro marque le retour sur le devant de la scène d'une approche coloniale de l'Amazonie, dont on rappellera ici les grandes étapes depuis le xv^e siècle jusqu'à nos jours.

While Brazilian President Jair Bolsonaro has become famous for his climate skepticism, his disdain for science and his polemical use of history, particularly that of Brazil's two decades of dictatorship (1964-1985), his indigenous politics and the representations of the Amazon that he

promotes are part of a long tradition. It is true that his political positions violate the more recent achievements of the 1988 Constitution, which for the first time recognized Brazil as a multilingual and multicultural country. But this short article shows that Bolsonaro's presidency marks the return to the forefront of a colonial approach to the Amazon, whose major stages from the 16th century to the present day will be recalled here.

AUTEUR

SÉBASTIEN ROZEAUX

Sébastien Rozeaux est maître de conférences en histoire à l'université Toulouse Jean-Jaurès et membre de l'UMR FRAMESPA. Spécialiste de l'histoire du Brésil au XIX^e siècle, envisagée dans une double perspective d'histoire culturelle et environnementale, il est l'auteur de *Préhistoire de la lusophonie. Les relations culturelles luso-brésiliennes au XIX^e siècle* (Le Poisson volant, 2019) et de *Letras Pátrias. Les écrivains et la création d'une culture nationale au Brésil* (à paraître). Il est membre de l'Atelier d'écologie politique de Toulouse (Atecopol).